



Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 SCHOELCHER

SCHOELCHER, le 21/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF PEI Bf2

Centrale Bellefontaine B – Fond layé
97222 BELLEFONTAINE

Affaire suivie par : PARE Sébastien
Téléphone : 05 96 59 58 46
Courriel : sebastien.pare@developpement-durable.gouv.fr
Références : RI ENV 22-0312
Code AIOT : 0006900568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet, 97222 BELLEFONTAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 BELLEFONTAINE
- Code AIOT : 0006900568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La centrale EDF PEI de Bellefontaine est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation SEVESO Seuil Haut au titre de la directive SEVESO 3. L'autorisation d'exploiter a été accordée par arrêté préfectoral n° 10-03645 en date du 10 novembre 2010 modifié.

EDF PEI de Bellefontaine fait l'objet d'une visite périodique annuelle, objet de la présente inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'inspection du 27 mai 2021
- gestion des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 3-3-2

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Débit d'extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3
3	Taux d'application en émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3
4	Flux des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
5	Travaux sur le bassin de collecte des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 6-5-3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu point par point aux suites de l'inspection du 27 mai 2021.

Sur la partie "Eau" et la non conformité de la surveillance de la qualité de ses rejets, l'exploitant devra se mettre en conformité selon des délais contraints. Un échéancier des travaux est attendu sous un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débit d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure des débits réels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 43-3-1. L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.
Constats : Le rapport commenté des mesures de débit réalisées lors des deux campagnes de mai et octobre 2021 est annexé dans le courrier de l'exploitant du 28 décembre 2021. Pour les scénarios d'incendies de réservoirs, les mesures sont conformes avec application d'un taux réduit (- 3% au maximum). Pour les scénarios d'incendie de sous cuvette (les scénarios d'incendie de sous cuvette 1 et 7 sont des scénarios majorants), les débits d'extinctions et de refroidissement sont conformes aux débits théoriques requis lors de la 2e campagne en octobre lorsque les poteaux incendie sont fermés. Afin de garantir dans le temps la capacité de l'installation à assurer l'extinction d'incendie sur le parc à fioul, l'exploitant a décidé de réaliser tous les 3 ans des mesures de débits sur certains scénarios du parc à fioul intégrant le scénario majorant. L'exploitant devra justifier que les poteaux incendie susmentionnés ne sont pas nécessaires au regard de la stratégie de défense incendie définie. Dans le cas où ces poteaux pourraient être utilisés, l'exploitant apporte les modifications permettant d'atteindre les débits d'extinction attendus dans cette configuration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Note de stratégie de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre. [...]
Constats : La mise à jour de la note relative à la stratégie incendie selon l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié a été adressé avec le courrier de l'exploitant du 28 décembre 2021. La mise à jour de la note relative à la stratégie incendie selon l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié a permis de recalculer les réserves d'eau et d'émulseur nécessaires pour permettre la lutte incendie selon la stratégie incendie décidée par EDF. Les conclusions de cette note indiquent que le dimensionnement actuel du réseau incendie de la Centrale de Bellefontaine B permet bien de se conformer aux exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Taux d'application en émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3
Thème(s) : Risques accidentels, Dérogation pour un taux d'application réduit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : justificatifs de dérogation
Constats : Le taux d'application pour l'extinction d'un feu de réservoir en application douce retenu par l'exploitant est 2,5 l/m ² /mn au lieu de 4 l/m ² /mn réglementaire (article 43.3.3 et annexe 5 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation). Ce taux d'application réduit a fait l'objet d'une demande de dérogation (courrier EDF du 1 ^{er} décembre 2020). Dans son courrier du 28 décembre 2022, l'exploitant a complété sa demande par le détail du calcul du taux d'application. L'exploitant avait déjà fourni le courrier du GESIP (Groupe d'Étude de Sécurité des Industries Pétrolières) daté du 04/09/2017 et copie d'un rapport de l'inspection des ICPE de la DREAL Normandie du 8/01/2018 accordant à la centrale à charbon EDF du Havre le bénéfice d'une même demande pour une activité estimée similaire (dépôt de FOD). Cette demande de dérogation sera examinée à la lumière des dispositions de l'annexe 5-A de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation et fera l'objet d'une instruction ultérieure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Flux des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : L. 515-28 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Calcul des flux horaires, journaliers et annuels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.
Constats : La mise à jour du dossier de réexamen IED intégrant les flux horaires, journaliers et annuels des principaux polluants (SOx, NOx, poussières, CO et NH ₃) ont été transmis par courrier du 10 mars 2022. Ces éléments sont jugés recevables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Travaux sur le bassin de collecte des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 6-5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité du bassin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "article 6-5-3 [...] la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, [...]"
Constats : En 2019, lors d'une inspection, l'exploitant avait signalé la dégradation des rétentions de la station de traitement des eaux de process. Une surveillance accrue de la qualité des eaux souterraines avait été mise en place et une réflexion sur les actions correctives à mettre en œuvre était encore en cours lors de notre précédente inspection en 2021. À l'issue de cette inspection, il avait été demandé à l'exploitant de conduire des travaux de réfection de ces rétentions. La solution technique retenue pour assurer l'étanchéité des bassins de collecte TEU est la réalisation d'un cuvelage. Lors de notre passage, les travaux étaient en cours (tôles de fond et de parois en cours de finition). Les résultats d'analyse des campagnes de surveillance des eaux souterraines de mai et septembre 2021 ont été transmises. Certaines traces d'hydrocarbures et d'HAP sont mesurées en mai. La fréquence trimestrielle au lieu de semestrielle est maintenue en 2022. L'exploitant poursuivra la fréquence trimestrielle de la surveillance des eaux souterraines pendant une durée d'un an à compter de l'achèvement des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 3-3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "article 3-3-2 [...] La dilution des effluents est interdite. [...]"
Constats : Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) sont mélangées dans le bassin d'orage aux autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ces dernières transitent par un séparateur d'hydrocarbures positionné avant le bassin de mélange.. La surveillance de la qualité des rejets est effectuée uniquement à la sortie du bassin d'orage. La dilution des effluents étant interdite, l'exploitant devra assurer une surveillance des différents types d'effluents en amont de tout mélange. L'exploitant communique son plan d'actions pour se mettre en conformité avec les exigences susmentionnées. La mise en conformité devra être réalisée dans un délai n'excédant pas 6 mois.
Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Flux des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : L. 515-28 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Calcul des flux horaires, journaliers et annuels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.
Constats : La mise à jour du dossier de réexamen IED intégrant les flux horaires, journaliers et annuels des principaux polluants (SOx, NOx, poussières, CO et NH ₃) ont été transmis par courrier du 10 mars 2022. Ces éléments sont jugés recevables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Travaux sur le bassin de collecte des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 6-5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité du bassin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "article 6-5-3 [...] la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, [...]"
Constats : En 2019, lors d'une inspection, l'exploitant avait signalé la dégradation des rétentions de la station de traitement des eaux de process. Une surveillance accrue de la qualité des eaux souterraines avait été mise en place et une réflexion sur les actions correctives à mettre en œuvre était encore en cours lors de notre précédente inspection en 2021. À l'issue de cette inspection, il avait été demandé à l'exploitant de conduire des travaux de réfection de ces rétentions. La solution technique retenue pour assurer l'étanchéité des bassins de collecte TEU est la réalisation d'un cuvelage. Lors de notre passage, les travaux étaient en cours (tôles de fond et de parois en cours de finition). Les résultats d'analyse des campagnes de surveillance des eaux souterraines de mai et septembre 2021 ont été transmises. Certaines traces d'hydrocarbures et d'HAP sont mesurées en mai. La fréquence trimestrielle au lieu de semestrielle est maintenue en 2022. L'exploitant poursuivra la fréquence trimestrielle de la surveillance des eaux souterraines pendant une durée d'un an à compter de l'achèvement des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 3-3-2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "article 3-3-2 [...] La dilution des effluents est interdite. [...]"
Constats : Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) sont mélangées dans le bassin d'orage aux autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ces dernières transitent par un séparateur d'hydrocarbures positionné avant le bassin de mélange.. La surveillance de la qualité des rejets est effectuée uniquement à la sortie du bassin d'orage. La dilution des effluents étant interdite, l'exploitant devra assurer une surveillance des différents types d'effluents en amont de tout mélange. L'exploitant communique son plan d'actions pour se mettre en conformité avec les exigences susmentionnées. La mise en conformité devra être réalisée dans un délai n'excédant pas 6 mois.
Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : Sans objet